

Rapport sur le Togo

Pays situé en Afrique de l'Ouest, dans le Golfe de Guinée précisément. Sa superficie est de 56.785 km². Comme dans la plupart des pays dominés, notre pays le Togo est composé essentiellement de 70 pour cent de paysans. La classe ouvrière ne représente que moins de 20 pour cent de la population. Rappelons que la classe ouvrière au Togo est née par la force et dans le sang pendant les travaux forcés imposés en 1884 par le colonialisme allemand. Après la première guerre mondiale, le colonialisme anglais et français avaient pris le relais de cette ignoble exploitation !

Il a fallu une longue et âpre lutte menée de bout en bout par le mouvement des femmes en 1933 couplée avec les luttes de la classe ouvrière pour arracher de force aux colonialistes français les libertés syndicales c'est-à-dire le droit de se constituer en syndicat en octobre 1947. Bref, ce sont les luttes multiformes de la classe ouvrière et du mouvement nationaliste qui avaient poussé l'impérialisme français à accepter la victoire du courant nationaliste le 27 avril 1958.

C'est tout juste après la proclamation de l'indépendance en avril 1960 que naissait la Compagnie Togolaise des mines du Bénin, la CTMB. Une société contrôlée par des capitaux étrangers, français notamment. Il est évident qu'à cette époque notre pays passait du système colonial au néocolonialisme et, l'exploitation de ce minerai ne profitait qu'à une fraction de la bourgeoisie au pouvoir et surtout au capital financier international. La nationalisation de ce secteur qui avait été annoncée en février 1974 n'était qu'une pure démagogie pour tromper les masses populaires et la classe ouvrière qui ne disposaient d'aucun droit ! Cette classe ouvrière ne gagnait qu'un salaire misérable. Par ailleurs, un syndicat jaune, inféodé avait été mise en place pour traquer dans les mines et autres usines la propagande syndical et les idées communistes.

Cette intrépide lutte syndicale contre les véreux patrons étrangers et contre l'État néo-colonial avait duré 30 ans. C'est précisément en octobre-novembre 1990 que les masses populaires sont descendues dans les rues afin de contraindre cette féroce dictature de reconnaître les libertés démocratiques: c'est-à-dire le droit aux ouvriers des mines de se constituer en syndicat autonome. Cette lutte représente jusqu'aujourd'hui une leçon de chose, mais également, une victoire pour les travailleurs des mines et le mouvement communiste au Togo.

Aujourd'hui c'est la Société nouvelle des phosphate -SNPT- qui contrôle les mines de phosphate au Togo. Cette société est entre les mains des capitalistes Israéliens, en l'occurrence la famille EDERY qui est liée, non seulement, au capitalisme International, mais aussi, à l'armée israélienne. Ce clan familial mène, aujourd'hui, une implacable lutte contre les mineurs grévistes. Les EDERY père et fils avec la complicité de leurs hommes de mains sont arrivés à créer une aristocratie ouvrière pour contrôler et dénoncer tous les travailleurs pochent du mouvement révolutionnaire syndical.

Malgré une production record de (1.500.000) tonnes qui représente un chiffre d'affaire 186 milliard de francs CFA (300.000.000 euros), cette famille en complicité avec le pouvoir en place imposent -aux travailleurs des mines- un salaire misérable entre 50 et 60 euros par mois. Ajoutons à cela, les brimades, des arrestations et des licenciements abusifs. Sans oublier la pollution de l'environnement où des déchets de la production des phosphates sont systématiquement jetés dans l'Océan Atlantique.

Face à cette lutte de classe contre classe et surtout face à la destruction de

l'environnement, les démocrates et les authentiques syndicalistes qui travaillent au sein des usines de phosphate continuent inlassablement la conscientisation, la mobilisation et l'organisation des mineurs afin de les amener à rallier les autres classes laborieuses, c'est-à-dire le mouvement démocratiques des femmes, les organisations de la jeunesse et surtout la paysannerie pauvre afin de lutter fermement pour mettre fin a ce régime dictatorial et en chassant tous ces multinationales de notre pays.

Indéniablement chasser de notre pays ces capitalistes israéliens qui financent l'État sioniste serait, sans nul doute, une grande contribution pour la lutte légitime les peuples palestiniens et du Moyen-Orient.